

LES PRATIQUES INFORMELLES DE FINANCEMENT DANS UNE ECONOMIE SOUS BANCARISEE

Chico BOLO NDENDELE¹

Hortense ANISUNGUDIO KUMBOYO²

Emmanuel KENYA KYANGAMBI³

Abstract

This investigation focuses on informal financing practices in an underbanked economy. The reasons for undertaking this study were to detect the different modes of informal financing and their importance in an underbanked economy in order to propose some objective guidelines in their decision-making for the satisfaction of the needs of their members.

The results of these surveys have shown that the different modes of informal financing practiced by economic agents in the city of Isiro are : the mutual society commonly called " committee " which represents 76 % of surveys, the tontine or "likelemba" is equivalent to 08 % inquiries,hoarding accounts for 12% of inquiries and borrowing from third parties has only 04 % inquiries. The most widely uses informal funding method currently in Isiro is the "Committee" or mutual representing 76 % of inquiries given its socio-economic and humanitarian benefits for its practitioners and its scale in the city of Isiro.

In addition,the under-banking of the city of Isiro has a negative impact on the expansion of economic activities because these different modes of informal financing fail to meet the overall financing needs of Isiro's economic agents. Indeed, 38% of surveys state that their satisfaction with informal financing ranges between 30 to 39%, 28% of surveys estimate that their satisfaction ranges between 20 to 29% and 12% have a degree of satisfaction between 40 and 49%. Thus,74% of surveys state that their level of satisfaction from informaly financing is average,6% have a high level of satisfaction and only 20% have acknowledged having low satisfaction with informal financing.

Résumé

La présente investigation se focalise sur les pratiques informelles de financement dans une économie sous bancarisée. Les raisons d'entreprendre cette étude étaient de détecter les différents modes de financement informel et leur importance dans une économie sous-bancarisée afin de proposer quelques orientations objectives dans leur prise de décisions pour la satisfaction des besoins de leurs membres.

¹**Chico Bolo** est licencié en gestion et chercheur à l'Université de l'Uélé en R.D.C. Il s'intéresse à la gestion des microfinances informelles et formelles, comptabilité et audit.

²**Hortense Anisungudio** est licenciée en Economie Publique et chercheure à l'Université de l'Uélé en R.D.C. Elle s'intéresse à l'économie de développement.

³**Emmanuel KENYA** est licencié en Pédagogie et est chercheur à l'Université de Kisangani en R.D.C. Il mène ses recherches sur l'analyse du système éducatif, en psychopédagogique ainsi qu'à l'éducation à la paix-résolution pacifique des conflits. Il s'intéresse aussi à l'économie de l'éducation.

Les résultats de ces enquêtes ont prouvé que les différents modes de financement informel pratiqués par les agents économiques de la ville d'Isiro sont : la mutuelle communément appelée « Comité » qui représente 76 % d'enquêtés, la tontine ou « Likelemba » équivaut à 08 % d'enquêtés, la thésaurisation ne compte que 12 % d'enquêtés et les emprunts auprès de tiers n'a que 04 % d'enquêtés. Le mode de financement informel le plus utilisé actuellement à Isiro est le « Comité » ou la mutuelle représentant 76 % d'enquêtés compte tenu de ses avantages socio-économiques, humanitaires procurés à ses pratiquants et son ampleur dans la ville d'Isiro.

En outre, la sous-bancarisation de la ville d'Isiro a un impact négatif sur l'expansion des activités économiques car, ces différents modes de financement informel ne parviennent pas à satisfaire les besoins de financement global des agents économiques d'Isiro. En effet, 38 % d'enquêtés déclarent que leur satisfaction en financement informel se balance entre 30 à 39 %, 28 % d'enquêtés estiment que leur satisfaction oscille entre 20 à 29 % et 12 % ont un degré de satisfaction compris entre 40 à 49 %. Ainsi, 74 % d'enquêtés déclarent que leur degré de satisfaction issue du financement informel est moyen, 06 % ont un degré élevé de satisfaction et 20 % seulement ont reconnu avoir une satisfaction faible du financement informel.

Mots clés : Isiro, pratiques informelles, financement, économie sous bancarisée.

1. Introduction

La notion de finance informelle est comme un ensemble de mécanismes originaux qui permettent en effet de faire circuler la monnaie en contrepartie d'une accumulation temporaire des créances et des dettes. La finance informelle regroupe donc l'ensemble des transactions effectuées, en marge des règles établies, par des intermédiaires. Mais, on peut signaler que ces mécanismes ne sont pas dans la majeure partie des cas illégaux car bien souvent les autorités publiques les tolèrent (Lelart M., 1990, p. 356.).

La présente réflexion tourne autour du financement informel des activités économiques d'un environnement sous bancarisé. Il s'agit d'une évidence observée dans le milieu économique de la ville d'Isiro où les agents économiques recourent à des procédures informelles de leurs activités.

En effet, les mutuelles financières informelles ne sont pas seulement pratiquées dans beaucoup de pays du tiers monde, mais elles sont également pratiquées dans d'autres pays du monde. Cela se confirme du fait que la plupart d'enquêtes effectuées établissent que si la pratique varie d'un pays à l'autre, d'une région à l'autre, entre la ville et la campagne, elle concerne souvent une fraction importante de la population : en moyenne 50% pour l'Afrique (Buckley G., 1997, pp.1081-1093.), mais jusqu'à 95% dans certains pays de l'Afrique de l'ouest et au Cameroun. Et les fonds drainés de cette façon peuvent être importants : au Cameroun, ils représentaient il y a dix ans la moitié de l'épargne (Bouman F. J. A, 1979, pp.117-148.). Aujourd'hui, ils dépassent les fonds recueillis par les banques (Tchuindjo L., 1999, 5-20).

Il sied de signaler que les mutuelles financières informelles sont aussi considérées, au regard de la logique qui guide leur création, comme étant des mouvements associatifs. L'indignation face aux conditions de vie de la population, la famine dans les quartiers populaires des villes, l'enclavement, l'analphabétisme, l'insuffisance des soins de santé aux femmes et aux enfants, les épidémies, la malnutrition, ... sont à l'origine du financement informel des activités économiques (Doucin 1999, p. 29). De ce fait, la recherche des biens constitue sans doute le fil directeur qui permet de comprendre pourquoi des individus s'unissent ou s'organisent en vue de l'acquisition des biens matériels et d'accès à la détention d'un pouvoir d'achat satisfaisant, ... (Braud 2004, p. 305.)

Comme l'affirmait déjà Mubake (1984, pp. 188-205) à propos de notre pays que, l'existence du secteur informel est due à la présence remarquable d'un écart important entre marché officiel et parallèle de la monnaie. Le secteur informel fournit dans les centres urbains du Zaïre une sécurité du travail pour bon nombre de personnes ou c'est un refuge important pour pallier à la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs en favorisant la multiplication des comportements individuels de correction de la baisse du revenu. Le secteur informel a une fonction précise que l'articulation aux autres secteurs tout en établissant la relation entre l'économie souterraine et la crise économique, l'Etat et sa dynamique. Donc, il n'est plus permis de considérer ce secteur comme marginal, sans intérêt et dichotomique par rapport aux autres secteurs.

Partant des principes théoriques du financement indirect qui présentent les banques comme l'une des panacées de financement de l'économie, il est avéré que la bancarisation d'une entité est observable en fonction de l'existence d'un seuil pouvant couvrir un espace géographique donné. Ce qui pousse de nombreux scientifiques à supposer qu'un pays est bancarisé s'il existe au moins un guichet d'agence bancaire pour 5000 habitants (www.catalogue-regional.com 26/07/2020, 11h45). En dessous de ce seuil, le territoire est sous bancarisé. Ce qui pousse à conclure que la ville d'Isiro est en situation de sous bancarisation très avancée car ne disposant que de deux banques commerciales (la Banque Commerciale du Congo avec deux guichets et la Rawbank avec trois guichets) ainsi que la Caisse Générale d'épargne du Congo (CADECO).

Le développement économique durable n'est envisageable qu'avec le soutien des structures de financement formel. La relance économique nationale nécessite inévitablement l'amélioration du système financier national qui est la condition sine qua non dotant les banques d'un pouvoir efficace afin de remplir leur fonction, à l'occurrence l'encouragement de l'épargne par sa récolte auprès des agents économiques à capacité de financement et l'octroi des crédits à ceux qui sont à besoin de financement. L'épanouissement et le développement du secteur privé proviennent aussi de l'assainissement du secteur économique.

Il convient de noter que le réseau bancaire congolais réparti inégalement sur le territoire national est à la base de la faiblesse du système d'intermédiation financière qui est à la fois limité, peu diversifié ou absent. Ce système structurel ne favorise pas du tout la promotion des activités économiques des entreprises et des ménages.

La situation est plus difficile dans les milieux ruraux où, excepté quelques expériences timides et malheureuses de micro financement, les paysans, les moyennes entreprises et les entreprises de petite taille sont abandonnés à leur triste sort. Les mesures d'accompagnement et de soutien à la relance économique de la République Démocratique du Congo exigent : la résolution de la sous bancarisation du pays y compris la non-bancarisation de certaines contrées du pays ayant poussé les agents économiques à s'illustrer dans les pratiques souterraines ou informelles de financement hors du circuit bancaire.

La ville d'Isiro jadis, capitale de l'or vert devenait aussi industrielle grâce à la culture de café et à l'implantation des entreprises telles que l'UNIBRA, la SOCITURI, la SORGERI, la REGIDESO, la SNCZ, etc. Les activités économiques de ces sociétés avaient influencé positivement les activités des institutions financières entre ces différents secteurs. Cependant, l'environnement socio-économique et politique du pays s'est détérioré en provoquant ainsi la disparition de ces entreprises et la fermeture des institutions financières. Cette situation s'avère relativement attrayante pour les nouveaux entrants ou entrants potentiels, car ils doivent intégrer un marché non bancarisé ou sans structure financière formelle.

Sur le plan économique, le système financier congolais dans son ensemble et particulièrement celui de la ville d'Isiro, dénote une crise systématique de très grande ampleur touchant l'ensemble des mécanismes des structures financières de collecte de l'épargne et de l'octroi des crédits. L'insuffisance et la précarité des structures et des systèmes débouchent sur la non-conversion de la monnaie nationale, la violation des principes de la territorialité monétaire constatée presque partout en République Démocratique du Congo. Cette crise gêne les activités des entreprises particulièrement les moyennes entreprises et celles de petite taille, ainsi que les ménages voulant aussi étendre leurs activités économiques.

En outre, il y a la non-opérationnalisation de l'initiative gouvernementale des coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC) et des institutions de micro crédit (IMC), la défaillance de l'économie capitaliste périphérique dans les pays en voie de développement, la baisse du revenu des ménages, le manque de confiance des ménages envers les institutions financières dû à l'escroquerie et l'insolvabilité de celles-ci durant la période si longue de trouble et d'instabilité politique ayant fragilisé l'économie congolaise, la faillite des unités de production nationale et la mégestion des structures financières résultant de népotisme sont les maux qui ont gangrené et rongé les structures du système financier congolais à ne pas bien assumer l'intermédiation entre les agents à capacité de financement (épargnants) et ceux qui sont à besoin de financement (emprunteur).

En effet, à la suite de cette situation chaotique, les structures d'intermédiation financière de la ville d'Isiro n'y ont pas échappé. Elles ont commencé à disparaître les unes après les autres jusqu'au 20 février 2013, que la Cruche Banque, la dernière structure financière bancaire a cessé ses activités dans la ville d'Isiro avant de voir 3 ans plus tard la réapparition de la Banque Centrale du Congo (BCC) suivie de la Banque Commerciale du Congo (BCDC) en 2017 et de la Rawbank en 2018.

Vue cette situation critique, d'autres agents économiques, à l'occurrence les entreprises et les ménages se sentant abandonnés à eux-mêmes, dans le souci de s'adapter à l'environnement malade et de maintenir le système en équilibre tout en visant la création et la prospérité de leurs activités financières et de répartition des revenus ; se sont regroupés à des structures informelles de financement sous forme d'associations. Ces structures informelles s'occupent du soutien social, de l'épargne et du crédit pour les personnes exclues du système bancaire qui tentent de se prémunir contre les aléas de la vie. De ces constats, la présente étude tente de répondre à la question ci-après : Quel est le mode de financement informel le plus utilisé par les agents économiques de la ville d'Isiro ? Pour ce faire, cette investigation vise à détecter le système de financement informel le plus pratiqué à Isiro par les agents économiques.

2. Méthodologie

2.1. Milieu d'étude

La présente étude a été menée dans la Ville d'Isiro, province du haut-Uélé. Elle compte 47 Cellules ou Blocs, 246 avenues, 4 boulevards, 83 rues et 11 quartiers, à savoir : Akpokoma, Bazanga, Dingida, Edindali, Gossamu, Kongoli, Madjo, Mambaya, N'sele, Tely et Zebuandra (Choprix 1961, p.56.). Depuis 2010, Isiro jouit du statut d'une ville. Cette Ville comprend trois communes dépourvues encore des Bourgmestres. Il s'agit des Communes Kupa, Mambaya et Mendambo.

Située sur un plateau d'environ 600 mètres d'altitude, 24° latitude Nord, 27° 29' longitude Est, la Ville d'Isiro bénéficie d'un climat tropical humide avec deux saisons notamment la saison sèche (3 à 4 mois) et celle de pluie (8 à 9 mois) dont la température moyenne est de 36°C et 150mm³/an de pluviométrie (Omasombo, 2011, pp. 228-229.). Avec une population d'environ 455 031 habitants, la Ville d'Isiro est située au Nord-est de la RDC, en plein territoire de Rungu. Elle est donc le chef-lieu de la Province du Haut-Uélé (Mairie d'Isiro, 2019, p. 8).

Sur le plan de la localisation géographique, Isiro est limitée à l'Est et au Sud-est par la Chefferie Mayogo-Mabozo ; au Sud-ouest par le confluent des rivières Tely et Dingilipi et par le territoire de Poko (Bas-Uele) ; au Nord par le Territoire de Rungu ; au Sud par la Chefferie Mongo-Masi sur l'axe Neisu.

Sur le plan des activités socio-économiques, la population de la Ville d'Isiro s'occupe essentiellement des activités de la petite économie marchande, du maraichage et de l'agriculture péri-urbaine. Une autre frange de la population est constituée des employés des services étatiques, paraétatiques et privés. La Ville d'Isiro compte un seul centre de négoce (marché) situé dans la Commune Mendambo avec divers points de vente éparpillés presque dans tous les coins (petits marchés) et le long de certaines grandes artères.

Elle dispose des cinq messageries financières (Soficom, Solidaire-transfert, Moneygram, Western Union et Express Union), de plusieurs points de transfert et retrait de la

monnaie électronique (Mpesa, Airtel-money et Orange-money), deux institutions bancaires qui ont rouvert récemment leurs portes : la Rawbank et la Banque commerciale du Congo (BCDC). Si la première fonctionne pour la toute première fois, la dernière qui fait aussi office de l'agence de la Banque Centrale du Congo, par contre, a repris après plusieurs années. Il sied de signaler qu'à Isiro, d'autres institutions financières monétaires ont disparu à cause de la crise socio-économique. C'est le cas de la Banque Du Peuple (BDP) ; la Nouvelle Banque de Kinshasa (NBK), de l'Union des Banques Congolaises (UBC) et de la Cruche, y compris les institutions de microfinances telles que GMT et Baraka presse. Cependant, au moment du déroulement de cette enquête, la Ville d'Isiro qui compte 126 mutuelles financières informelles recensées ne dispose d'aucune industrie.

Enfin, sur le plan politico-administratif, Isiro est le siège de deux grandes institutions provinciales (Assemblée provinciale et Gouvernorat) et de différents services publics provinciaux. Elle est enfin placée sous la gestion d'un Maire de la ville assisté d'un Adjoint. Ces derniers sont épaulés par les Chefs des Quartiers, en attendant la nomination des Bourgmestres des communes.

2.2. Méthodes de récolte et d'analyse des données

Pour récolter les données qui nous a permis de répondre à la question du départ et partant atteindre les objectifs de notre recherche, nous nous sommes entretenus, à l'aide d'un guide d'entretien contenant 8 préoccupations dont la fondamentale était celle-ci : « Quelle est la forme institutionnelle de financement utilisée par votre MFI ? ». Nous avons ainsi ciblé et contacté un échantillon de 92 responsables des MFI sur 126 mutuelles socio-financières que compte la ville d'Isiro qui ont fonctionné depuis 2015 jusqu'à 2019, soit une période d'environ de 5 ans.

Pour déterminer la taille de l'échantillon, les méthodes utilisées ont été d'abord, la boule de neige. Nous sommes partis de la liste exhaustive de différentes structures financières informelles d'Isiro. La table d'échantillon randomisé de R.V. Kreje et D.W. Morgan nous a permis de sélectionner de 126. Ensuite, par tirage au sort avec remise, nous avons constitué un échantillon aléatoire simple de 92 MFI. Ce mode d'échantillonnage garantit l'égalité de chance des différentes structures informelles de faire partie de l'enquête. Le guide d'entretien nous a aidé à conduire l'interview que nous avons eue avec les 92 individus ainsi retenus pour l'investigation.

Chaque enquêteur s'entretenait personnellement avec les enquêtés ainsi ciblés. Chaque réponse du sujet d'enquête était littéralement transcrite sur une feuille. Au terme de chaque entretien, l'enquêté pouvait prendre connaissance en lisant ou en écoutant la lecture intégrale de l'interview afin de corriger ou d'enrichir le contenu. Cette façon de faire garantit l'objectivité de l'entretien.

Pour permettre au logiciel de mener les analyses, la transcription des unités statistiques était rendue possible par l'analyse de contenu des questions ouvertes. Pour les questions fermées, le problème ne se posait pas car, il était tout simplement question pour les

enquêtés de choisir des occurrences préalablement codées. De ceci, le logiciel a permis de faire les analyses conséquentes, ce qui a permis de répondre à notre question du départ ainsi que celles qui lui sont liées. La section suivante donne l'économie des résultats des analyses.

3. Résultats

Le financement indirect ou direct s'avère indispensable dans une économie monétaire pour booster l'environnement économique qui est l'un de socle du développement de toute nation. Les tableaux ci-après présenteront les différentes données du terrain.

3.1. Typologie des modes de financement informel selon la Banque Mondiale

Il est question ici de présenter les différents modes de financement informel les plus utilisés dans la ville d'Isiro. Mais voici d'abord ce que propose le rapport de la Banque Mondiale en matière de mécanismes institutionnels informels de financement ainsi que les mécanismes individuels de correction du pouvoir d'achat.

Tableau 1 : Mécanismes institutionnels informels de prêts selon le rapport de la Banque Mondiale

Type de prêt	Institution informelle
1. GARANTI	Prêteurs sur gages, prêteurs prenant possession des titres fonciers, mise en gage de main d'œuvre
2. NON GARANTI	Prêteurs, crédits de négociants (acheteurs de produits agricoles), crédits de négociants (fournisseurs d'intrants), famille et amis, groupes d'épargne (tontines, mutuelles d'épargne et de crédit non tournantes, chit funds), travail servile.

Source : (Banque Mondiale, 2002, p. 46.).

Le tableau ci-dessus décrit les différents modes institutionnels de prêts utilisés par les paysans pauvres surtout dans les pays sous-développés. Ces modes de financement sont :

- **Tontines** en Anglais, c'est Rotating Saving and Credit Association (ROSCA) : est une association d'épargne et de crédit tournante communément appelé « Likelemba⁴ » qui a beaucoup d'abus de la part de collecteur appelé localement « papa ou maman na Likelemba » (détournement es fonds, etc).
- **Mutuelles d'épargne et de crédit non-tournantes** en Anglais, c'est Accumulated Saving and Credit Association (ASCRA). Cela ressemble à la mutuelle au milieu professionnelle qui ne sert d'assistance sociale d'un des membres des MFI qu'en cas de circonstances tant malheureuses qu'heureuses. C'est une sorte d'assurance des membres pour le sinistre qui pourrait survenir à pieds levé.

⁴ Likelemba est un terme Lingala signifiant collecte d'épargne périodique et cyclique de tous les membres d'une association mutualiste au bénéfice de chacun en tour de rôle

- **Mise en gage de main d'œuvre** : est un artefact historique consistant à offrir en garantie le travail d'un membre de famille ; cette pratique était courante en Afrique de l'ouest dans la période précoloniale. En effet, cette pratique est beaucoup effectuée ici à Isiro par la tribu Nande et au village.
- **Prêt garanti** : consiste à offrir en échange du prêt, une sûreté. Cela est beaucoup pratiqué dans les pays riches ou développés.
- **Prêt non garanti** : ne nécessite pas une sûreté en échange et concerne surtout les paysans pauvres et les pays en voie de développement (PED). Cette pratique est plus souvent usitée aussi à Isiro, mais avec beaucoup de risques d'endettement (non remboursement)

Le tableau ci-dessous présente les différentes formes de modes de financement pratiqués à Isiro.

Tableau 2 : Des formes de modes de financements informels usités à Isiro

N°	Mode de financement informel	f	%
1	Emprunts auprès de tiers	4	4
2	Tontines ou « Likelemba »	7	8
3	Mutuelles ou « Comités »	70	76
4	Thésaurisations	11	12
Total		92	100

Ce tableau démontre que les agents économiques de la ville d'Isiro exclus du système financier formel, recourent le plus souvent aux modes de financement informel ci-après : la mutuelle ou « Comité » représentant 76%, la thésaurisation qui s'élève à 12%, la tontine ou « Likelemba » qui équivaut à 8% et le crédit auprès de tiers qui ne se pratique qu'à la hauteur de 4%. Le taux élevé de la mutuelle communément appelée « Comité » s'explique du fait que cette série de structure financière informelle constitue une symbiose des caractéristiques de mutuelle ou Accumulated Saving and Credit Association (ASCRA) et de tontine ou Rotating Saving and Credit Association (ROSCA) surenchérie d'une caractéristique spécifique d'assurance contre le sinistre ou aléas de la vie au bénéfice de tout membre.

3.2. Des sources de financement initiales des MFI

Nul n'ignore que dans une économie monétaire, il existe deux sources de financement à savoir : le financement direct et le financement indirect, le tableau ci-dessous en fait une présentation pour la ville d'Isiro.

Tableau 3 : Manières d'acquisition du capital initial des MFI

N°	Source du capital initial	f	%
1	Héritage	5	6
2	Tontine ou « Likelemba »	5	6
3	Mutuelle ou « Comité »	49	52
4	Thésaurisation	2	2
5	Mise en gage de main d'œuvre	9	10
6	Salaires	13	14
7	Autres	9	10
Total		92	100

Il se dégage de ce tableau que la source d'acquisition du capital initial utilisée par les MFI de la ville d'Isiro pour financer informellement leurs activités est la mutuelle ou « Comité ». Ceux qui y sont concernés représentent un effectif de 49 soit 52% de tous les enquêtés. Un second groupe a comme source principale de leurs activités informelles, le salaire. Ils sont au total 13 soit 14%. A part ceux-ci, il y a un autre groupe des MFI, 9 soit 10% qui s'appuient sur la mise en gage de la main d'œuvre en tant que source de financement informelle. Outre ces sources de financement informelles, certains s'appuient soit sur l'héritage soit sur la tontine. Chacune de ces 2 sources n'a que 5 enquêtés soit 6%. La thésaurisation a 2% de participants. Les autres sources de financement informelles, autres que celles que nous venons de décrire sont utilisées par 9 enquêtés, soit 10%.

3.3. Du besoin en fonds de roulement

La plupart des agents économiques de la ville d'Isiro, s'ils sont en besoin de financement, recourent aux pratiques informelles de financement expliquées dans le tableau ci-après tout en mettant, sans le savoir, en pratique les principes d'équilibres financiers.

Tableau 4 : Sources financières informelles de secours en cas de besoins en fonds de roulement (BFR)

N°	Source de secours	f	%
1	Emprunts auprès de tiers	7	8
2	Tontines ou « Likelemba »	13	14
3	Mutuelles ou « Comités »	63	68
4	Thésaurisation	9	10
Total		92	100

Il est constaté de ce tableau que lorsque les agents économiques de la ville d'Isiro se rencontrent aux difficultés de trésorerie ou de liquidité, ils recourent : le plus souvent à leurs « Comités » ou mutuelles pour un secours financier, autrement dit au fonds de roulement étranger si leur fonds de roulement propres est insuffisant ou nul. Cette façon de faire est soutenue par 63 sujets d'enquête soit 68%. 13 enquêtés soit 14% recourent à la

tontine ou « Likelemba » et 9 enquêtés soit 10% passent par la thésaurisation. Enfin, 7 enquêtés soit 8% font des emprunts auprès de tiers lorsqu'ils sont en difficulté financière. Le fonds de roulement est conçu ici aussi comme un matelas des capitaux destiné à amortir le coup pouvant subvenir dans le recouvrement des créances ou dans l'application de certains risques liés à l'exploitation.

Il sied de souligner que, de tous les tableaux susmentionnés, les pratiques informelles de financement utilisées à Isiro sont la mutuelle ou « Comité », la thésaurisation, la tontine ou « Likelemba » et les emprunts auprès des tiers qui permettent aux agents économiques en déficit de financement d'entrer en possession des capitaux quasi nécessaires pour financer leurs investissements ou leurs besoins vitaux. De toutes ces sources, beaucoup d'agents économiques recourent à leurs « Comités » lorsqu'ils sont en cours de financement

3.4. Mécanismes de fonctionnement de la mise en gage de la main d'œuvre, de tontine ou « Likelemba » et des mutuelles ou « Comités »

Nous avons aussi demandé aux enquêtés de décrire le fonctionnement de différentes structures de financement informelles de leurs activités économiques. L'essentiel de leurs propos est contenu dans cette section.

1°) Fonctionnement de la mise gage de la main d'œuvre

La mise en gage de la main d'œuvre est une autre pratique de financement informel qui consiste à vendre d'abord son travail auprès d'un membre de famille pour acquérir ensuite au plus tard, les ressources nécessaires pour financer finalement ses investissements ou subvenir à ses besoins normaux ou primaires.

2°) Fonctionnement des tontines ou « Likelemba »

Ce mode de financement s'opérationnalise par la collecte de l'épargne auprès de ses membres sous la responsabilité d'un membre désigné « Maman ou Papa ya likelemba » parmi d'autres membres. Le désigné « Maman ou Papa ya likelemba » s'occupe aussi de la gestion et de la canalisation de l'épargne collectée au bénéficiaire. La collecte se fait tour à tour à la fin de chaque période fixée de commun accord par les membres du groupe. Pour les animateurs des activités commerciales, certains fixent la période à une ou deux semaines ; d'autres la fixent à un mois. Toutefois, les fonctionnaires, les employés et les enseignants pour leur cas, la période est fixée à un mois, car ils n'attendent que la paie mensuelle. Le montant de cotisation est uniforme pour tous les membres du groupe.

Néanmoins, cette pratique de financement pose beaucoup de problèmes dans le groupe, entre autres les disputes ou querelles soit entre les membres de mauvaise foi, défaillants et ceux de bonne foi, soit entre le collecteur de l'épargne et le bénéficiaire car, celui-là détourne parfois l'épargne collectée pour ses fins propres.

Compte tenu de ces méfaits, les agents économiques d'Isiro ont commencé de plus en plus à se désintéresser de ce mode de financement de l'économie qui est devenu source de beaucoup de conflits et d'escroquerie. En enregistrant un taux de risque élevé, les agents économiques de la ville d'Isiro se sont dotés d'une nouvelle forme de structure de

financement plus solidaire, humanitaire et économique appelée communément « Comité » dans le milieu non professionnel et mutuelle dans le milieu professionnel.

3°) Fonctionnement de mutuelle ou « Comité »

Ces deux structures « Likelemba » et « Comité » visent des objectifs presque identiques à la seule différence qu'en milieu non professionnel, la structure « Comité » prend une dimension économique, solidaire et humanitaire très avancées, du fait que l'entraide a innové. Le « Comité » est né du métissage de la tontine et de la mutuelle d'épargne et de crédit non rotative. L'analyse de la structure mutuelle se fera sur 2 volets, à savoir : la conception de la mutuelle en milieu professionnel et celle en milieu non professionnel « Comité ».

a) Mutuelle en milieu professionnel ou Caisse de Mutuelle (CAMU)

Elle consiste à épargner pour de raison sanitaire, sociale et solidaire due à la crainte de l'avenir incertain. La cotisation est fixée mensuellement pour un montant moyen uniforme de 2\$ US à 3\$ US soit leurs équivalents en francs congolais par travailleur. La collecte de cet argent n'exige pas une répartition tour à tour. C'est pour alimenter la caisse de la mutualité afin de secourir un des membres de la mutuelle au moment des aléas vitaux ou des circonstances. Mais, arrivé à la fin de l'année scolaire pour les enseignants et de l'année civile pour les employés ou fonctionnaires, l'épargne collectée peut être répartie aux contribuables ou peut faciliter l'organisation d'une fête en vue de divertir les épargnants.

En effet, la mutuelle prévoit aussi une ligne de crédit pour les épargnants qui rembourseront le crédit obtenu avec un intérêt de 20 %. Cet intérêt constitue une ressource nouvelle pour la mutuelle. D'autres ressources proviennent de crédit. Ce qui prouve que si les épargnants éprouvent des difficultés de trésorerie courantes, ils peuvent solliciter de crédit auprès de leur mutuelle. Il se dégage que la mutuelle en milieu professionnel est une association d'épargne et de crédit non tournante (Accumulated Saving Credit Association=ASCRA). Il est à noter aussi que le montant de la cotisation est également uniforme comme pour la tontine.

b) Mutuelle en milieu non professionnel « Comité »

Le « Comité » se démarque de la mutuelle précédemment évoquée puisqu'il constitue à la fois une mutuelle et une tontine. Cela s'explique par le fait que l'association peut simultanément collecter l'épargne auprès de ses membres et leurs octroyer aussi de crédit en tour de rôle selon la période fixée préalablement par l'Assemblée Générale. Ce qui prouve à suffisance que le « Comité » est une association d'épargne, de crédit et du soutien sociale tournante. Le Comité est né à la suite des abus ou des mégestions des animateurs des tontines. Il a fait accroître l'esprit de la solidarité, d'entraide et d'assurance entre les membres appelés communément « Combattants » dans toutes les circonstances qui pourraient leur arriver.

Les ressources du « Comité » sont les cotisations ordinaires hebdomadaires, les pénalités de retard à la séance hebdomadaire et celles de retard de paiement de cotisations ordinaires hebdomadaires ou extraordinaires, le droit d'affiliation 5\$ US, le droit d'adhésion

5 ou 10 \$ US. Il est à constater que les membres épargnent selon leurs capacités et on soustrait du montant épargné 1,5 \$ US ou son équivalent en francs congolais, dont 1 \$ US retenu pour le préparatif de la séance prochaine et 0,5 \$ US pour alimenter la caisse de mutualité.

❖ **Avantages de mutuelle en milieu non professionnel**

En cas des circonstances heureuses ou malheureuses, il y a trois catégories de bénéficiaires des avantages sociaux des membres de famille du « Combattant » concerné, à savoir :

- ✓ **Catégorie A** : en cas de maladie ou décès de l'épouse ou époux ou encore des enfants légitimes du membre, la quote-part équivaut à 100 % du montant prévu pour les circonstances, voté par l'Assemblée générale. Donc on fait une enveloppe de 5 \$ US par membre. Exception faite pour le membre en cas de son décès, la cotisation s'élève à 10 \$ US.
- ✓ **Catégorie B** : en cas de décès ou maladie des parents du membre, la cotisation s'élève à 50 % c'est-à-dire 2,5 \$ US ;
- ✓ **Catégorie C** : en cas du décès ou maladie des frères ou sœurs du membre, la cotisation est de 25 % par membre c'est-à-dire (1,25 \$ US).

Il s'avère que lorsqu'il y a décès du membre, toutes les autres membres du « Comité » doivent assister la famille du défunt ou de la défunte et supporter toutes les funérailles. Signalons également que s'il y a dot de membre ou il dote son épouse, les autres contribuent à la hauteur de deux bouteilles d'arack pour soutenir la circonstance. Ils partent même jusqu'à lui acheter une bête (chèvre ou porc) ou encore des poules.

Si un membre éprouve aussi des difficultés de liquidité ou de trésorerie, il peut également recourir à la trésorerie du « Comité » (effet de levier) afin de solliciter un crédit qui sera remboursé avec un intérêt. Et on accorde le crédit selon la confiance qu'on place au membre emprunteur. Si celui-ci est crédible, il bénéficiera d'un montant important avec un taux bas. Dans le cas contraire, le taux d'intérêt sera élevé et le montant consenti sera alors moins important. Ce qui explique un peu un mimétisme financier tel qu'édicte par les principes relatifs aux risques de crédit ou risques opérationnels.

Il est important de souligner que l'Assemblée Générale se tient hebdomadairement, tandis que le Comité de gestion se réunit à son tour 5 jours avant la date de l'Assemblée Générale pour les préparatifs. Ainsi, il se dégage que le montant de cotisation périodique dans les MFI n'est pas uniforme pour tous les membres, car chacun contribue selon sa capacité catégorielle choisie qui est fixée préalablement dans le statut ou l'autorisation de fonctionnement. Et il bénéficiera seulement à son tour du crédit de l'épargne tournante au prorata de sa mise. Néanmoins, concernant d'autres avantages sociaux ou circonstanciels, il en bénéficiera semblablement à tous les membres du groupe selon les dispositions prévues dans le statut du groupe.

Le « Comité » est une association d'épargne, de crédit, du soutien et d'assurance car, pour celle-ci, sa conception classique prévoit la prévention et la réparation des risques ou

des sinistres vitaux qui pourraient survenir à ses membres. Dans le cas d'espèce, à part une partie des cotisations ordinaires alimentant la caisse 0.5 \$ US, il y a la quotité extraordinaire qui accroît aussi la prime des risques pour les membres sinistrés ou victimes. Cela signifie que si l'un des membres est sinistré et il y a une situation d'illiquidité, le Comité directeur fixe un montant d'urgence selon le cas échéant imposable à tout membre pour venir en aide à la victime.

3.5. Du niveau de financement informel sur le financement global des activités économiques

S'il faut partir de l'examen critique des fondements théoriques de mode de financement informel sur le financement global des activités économiques des membres de mutuelles financières informelles de la ville d'Isiro pour s'imprégner de son niveau de satisfaction, les tableaux ci-dessous présentent cette situation.

Tableau 5 : Le niveau de la contribution des modes financement informel par rapport au financement global des activités économiques

N°	Niveau de financement informel en %	f	%
1	20 – 29	25	28
2	30 – 39	35	38
3	40 – 49	11	12
4	50 - 59	15	16
5	60 - 69	4	4
6	70 - 79	2	2
Total		92	100

Ce tableau révèle que sur les 100 % d'enquêtés, 38 % déclarent que les modes de financement informel qu'ils utilisent ne représentent que 30 à 39 % de leur financement global ; 28 % financent informellement leurs activités à l'ordre de 20 à 29 % ; 16 % estiment que le levier financier informel utilisé ne représente que 50 à 59 % de leur financement global ; 12 % d'enquêtés déclarent que le financement informel n'est de l'ordre de 40 à 49 % du total de leur financement ; 4% ont un niveau de financement informel de l'ordre de 60 à 69 % du total et 2% seulement financent informellement leurs activités socio-économiques à la hauteur de 70 à 79 %. Lorsqu'on cumule, on s'aperçoit que le financement informel n'appuie que jusqu'à 59 % les activités économiques d'une majorité écrasante d'enquêtés, soit 92 %.

3.6. De la satisfaction procurée par les modes de financement informel de la ville d'Isiro

L'objectif de la recherche de financement est la satisfaction d'un besoin en financement. Tel est le cas des agents économiques d'Isiro ont exprimé leur niveau de satisfaction du financement informel dans le tableau suivant.

Tableau 6 : Degré d'appréciation de la satisfaction procurée par les modes de financement informel aux agents économiques à Isiro

N°	Degrés d'appréciation	f	%
1	Faible	18	20
2	Moyen	68	74
3	Elevé	6	6
Total		92	100

De ce tableau, il se dégage que sur les 92 enquêtés, d'abord 68 d'eux soit 74 % déclarent que le financement informel leur procure une satisfaction moyenne. Ensuite 18 enquêtés soit 20 % estiment que leur degré de satisfaction par le financement informel est faible. Enfin, 6 enquêtés soit 6%, les modes de financement informel leur procurent un degré de satisfaction élevé. Il est démontré des explications précédentes que le financement informel a un peu un impact positif sur les activités socio-économiques des agents économiques le pratiquant à Isiro. D'où, les modes de financement informel, seuls ne peuvent pas répondre aux besoins de financement de l'économie d'une contrée. Ça doit toujours être soutenu par le financement formel.

4. Discussion

Les pratiques informelles de financement utilisées à Isiro sont la mutuelle ou « Comité », la thésaurisation, la tontine ou « Likelemba » et les emprunts auprès des tiers qui permettent aux agents économiques en déficit de financement d'entrer en possession des capitaux quasi nécessaires pour financer leurs investissements ou leurs besoins vitaux. De tous ces modes de financement informel pratiqués à Isiro, la mutuelle est le mode le plus utilisé, compte tenu de ses avantages du socio-économiques. Il est pratiqué par 79,10 % de nos enquêtés. En plus, le « Comité » qui pourrait être une panacée financière aux agents économiques écartés du système bancaire, constitue une structure financière informelle qui contribue aussi à la croissance économique de la ville d'Isiro sous bancarisée et victime de l'inégalité de la répartition des institutions financières monétaires de la République Démocratique du Congo. Il en va de même pour les autres modes de financement informels qui, à leur manière ont été, pendant une longue période de crise les seuls moyens mis en place par certains agents économiques pour se prendre en charge. Il est à noter que tous ces modes de financement informel ont en commun le fait qu'ils facilitent le financement de l'économie de différentes manières. Ils permettent aussi de diminuer la pauvreté et de pallier tant soit peu à l'insuffisance du système financier à ne pas aider suffisamment la population à intégrer le circuit bancaire. Par ailleurs, il a été constaté que le financement informel procure une satisfaction faible. Ce qui explique que les pratiques de financement informel a une certaine influence sur les activités économiques cependant et cette influence demeure faible.

Aussi, on n'est pas sans ignorer que « la formation du capital dépend de deux facteurs : l'incitation à investir qui stimule et l'épargne qui la conditionne. Or, à cause de la

faible dimension du marché intérieur et de la défaillance du pouvoir d'achat, il existe un caractère limité de l'incitation à investir dans les pays pauvres en voie de développement » (Shindano J-C., 2005, pp.110-132).

De ce fait, l'analyse des flux financiers démontre que les agents économiques à capacité de financement épargnent et peuvent prêter. Par contre, les agents économiques à besoin de financement peuvent emprunter auprès d'un tiers sur les marchés de capitaux (marché financier ou bourse et marché monétaire) ou sur marché intermédiaire (marché bancaire). Ce ne sont que les membres des mutuelles financières informelles qui ont droit de faire des dépôts ou d'emprunter des fonds avec ou sans un taux d'intérêt auprès de leur mutuelles respectives. Il y a aussi une exclusion comme pour le système financier formel qui a 2 modes de financement onéreux de l'économie suivants : la finance directe et la finance indirecte (Mishkin F., 2007, pp.27-28).

Partant de la théorie du financement hiérarchique ou pecking order theory (POT), développée par Myers et Majluf⁵, nous soutenons qu'il faut mettre à l'avant plan le financement interne au lieu du financement externe à l'entreprise. Pour les tenants de cette théorie, le respect de cette hiérarchie a pour avantages d'éviter la réduction des prix des actions de l'entreprise, de limiter la distribution des dividendes pour augmenter l'autofinancement et de réduire le coût du capital en limitant le plus possible le recours aux emprunts. C'est pour cette raison que les entreprises rentables ont plus de financement interne qu'externe (Myers S.C. et Majluf N.S., 1984, pp. 187-220). Les MFI en pêchant contre ce principe, ne peuvent être rentables et pourraient recourir à l'endettement qui est un risque auprès des institutions financières formelles. Certains auteurs considèrent que l'effet de levier représente la compensation de l'augmentation du risque de l'endettement (Coster 2009, p. 452). De ce qui précède, pour suppléer à cette insuffisance financière, l'intervention du financement formel dans la finance informelle doit tenir compte des enjeux du développement national. Erpicum et Pfunga Pfunga, énoncent quelques critères pouvant favoriser ledit développement :

- **Critère social** : les financements du secteur informel de survie iront en priorité aux activités initiées par les femmes responsables de famille (liberté économique des femmes) ;
- **Critère économique** : les activités informelles malhonnêtes et spéculatives seront exclues du financement (assurance d'un suivi spécial du crédit issu des activités du capitalisme sauvage) ;
- **Critère de compétence** : les financements seront accordés à ceux dont le savoir-faire en matière technique et de gestion auront été vérifiés (effet d'exclusion) ;

⁵ Cette théorie est fondée sur l'asymétrie de l'information qui existe entre les acteurs internes de l'entreprise (propriétaires ou dirigeants) et ses acteurs externes (Bailleurs de fonds). Elle soutient que les dirigeants d'entreprises adoptent une politique financière visant à minimiser les coûts associés à l'asymétrie de l'information et préfèrent le financement interne qu'externe. De ce point de vue, ceux-ci hiérarchisent leurs préférences en suivant la séquence d'autofinancement, de dette non risquée, de dette risquée et d'augmentation du capital.

- **Critère d'accompagnement :** celui qui accorde le financement est solidaire du bénéficiaire du crédit (remplacement partiel de cautions, hypothèque, etc.).

Ils poursuivent qu'il existe des structures informelles de financement telles que solidarité familiale, mutuelle, etc. dont leurs capacités sont réelles mais limitées. Il serait intéressant de les structurer davantage et de les orienter conformément aux principes dégagés ci-dessus. Pour l'avenir économique et social du pays, le secteur informel est une chance incontestable. Toutefois, il ne pourra apporter seul sa contribution. Il aura besoin de l'Etat et du secteur formel (Epicum et Pfunza Pfunza 1995, pp.483-484).

Le financement informel est souvent utilisé par les paysans les plus démunis ou moins nantis, ceux ayant le pouvoir d'achat faible dû au maigre salaire et, ces pratiques sont aussi des caractéristiques des pays pauvres ou des pays en voie de développement. Il est remarqué également dans la ville d'Isiro que ce sont les femmes qui pratiquent plus la mutuelle communément appelé « Comité » que les hommes, d'autant plus que ça constitue un appui important au revenu disponible de leurs ménages. C'est ce qui se passe au Sénégal, comme se souligne Lelart en ces termes :

« Les femmes sénégalaises font de plus en plus recours aux institutions de microcrédit qui leur octroient des microcrédits leur permettant de passer de la micro à la macro réalisation. Et aussi parce qu'elles trouvent les revenus additionnels dont elles ont cruellement besoin pour assurer la survie de leur famille et de leurs enfants. Reste à savoir si ces micros crédits bénéficient réellement aux femmes » (Lelart M., 1990, p. 356).

Le microcrédit et de l'épargne pourraient avoir une importance dans l'amélioration des conditions de vie des femmes, si on tient compte des difficultés et les potentialités pour les femmes dans l'épargne et le crédit, des mécanismes de l'épargne dans le cas général des tontines et des diverses expériences dans les pays développés (Zwahlen et Egger 1991, p.62.).

C'est ainsi que les résultats des études socio-économiques d'impact du microcrédit apparaissent contradictoires. Ils ne permettent pas d'affirmer que le microcrédit joue un rôle positif pour les fractions les plus pauvres de la planète : le rôle de l'émancipation des femmes en matière de crédit est très ambigu. Servet propose quelques pistes de réflexion à travers certaines interrogations :

« Est-ce le microcrédit qui par lui-même est émancipateur ? Ou bien l'évolution du statut des femmes explique-t-il que leurs capacités en matière de production, d'échange et de financement (dont celle d'emprunter) augmentent ? » (Servet J. M., 2006, p. 505)

Selon cet auteur, le soutien au micro financement contribue à une précarisation généralisée des droits au travail si elle est présentée comme la principale alternative, voire la seule. Dans le même ordre d'idées, il est démontré que la mobilisation des ressources s'insère dans un certain processus où le problème se pose à trois niveaux : la collecte de l'épargne, le

financement des entreprises et la rémunération de l'épargne. L'actionnariat peut fonctionner si et seulement si, il existe un marché financier sur lequel les titres vont être négociés, le revenu maximisé et on crée les organismes du genre de la Congolaise de gestion et de financement (COGEFI) et la Société Congolaise de Financement et de Développement (SOCOFIDE), qui par la gestion d'un portefeuille diversifié, répartissent les risques et assurent une dividende stable à l'actionnaire.

Cet auteur conclut que l'implantation de l'actionnariat en République Démocratique du Congo peut nécessiter un aménagement de ce système adapté à notre environnement, c'est-à-dire préparer la population à ce nouveau mode de mise de l'épargne à la disposition de l'économie nationale (Mabi 1971, p. 386).

La bancarisation est conçue dans ce travail comme le processus de pénétration du système bancaire dans les rouages de l'économie. Elle fournit des renseignements sur le niveau de développement de l'offre des services financiers. En se focalisant sur le principe théorique que la bancarisation d'une entité est observable en fonction de l'existence d'un seuil pouvant couvrir un espace géographique donné, nous pouvons affirmer que la ville d'Isiro est en situation de sous bancarisation très avancée car ne disposant que de deux banques commerciales (la Banque Commerciale du Congo avec deux guichets et la Rawbank avec trois guichets) ainsi que la Caisse Générale d'épargne du Congo (CADECO)⁶.

Du point de vue théorique, il faut affirmer que la bancarisation constitue un élément clé pour le développement des systèmes de paiement et de crédit et partant de l'amélioration du niveau économique d'un pays. Le territoire bancarisé voit ses activités économiques prospérer du fait que l'épargne de ses agents économiques auprès des banques, permettra à celles-ci de jouer une de ses fonctions principales qui est de transformer les dépôts en crédits dans le processus de la croissance économique (Mishkin 2007, p.87).

Etant donné que la ville d'Isiro est sous-bancarisée, l'idéal est d'asseoir cette culture. Le mieux à faire n'est pas d'ignorer les efforts qui ont été mis à l'œuvre par les Associations pour soutenir leurs activités économiques. Il faut plutôt partir de là pour encourager les agents économiques à se saisir de l'opportunité qu'offrent les institutions financières fonctionnant sur place. Ils peuvent, tant soit peu, se laisser informer et informés en adoptant de nouvelles façons de faire qui les épargnerait de l'arbitraire des institutions informelles. Pour y arriver, il serait souhaitable de promouvoir l'éducation financière des agents économiques grâce à l'organisation des sessions de formation et/ou des émissions radiodiffusées.

Il existe certains freins au développement de la bancarisation. Ces freins sont les suivants : l'importance du secteur informel, le développement économique régional déséquilibré, la réticence à accepter les moyens de paiement scripturaux, les difficultés rencontrées pour accéder aux services liés en partie au faible taux d'alphabétisation. La sous-bancarisation d'un milieu peut favoriser l'émergence des circuits informels de financement.

⁶ De nombreux scientifiques pensent qu'un pays est bancarisé s'il existe au moins un guichet d'agence bancaire pour 5000 habitants et qu'en dessous de ce seuil, le territoire est sous bancarisé(www.catalogue-regional.com 26/07/2020, 11 h 45').

En République démocratique du Congo, l'usage des monnaies étrangères a été quelque fois favorisé dans certaines contrées à cause de la sous-bancarisation. La non fiabilité et l'insécurité des institutions financières d'autres fois, la démotivation et le manque de confiance de la population envers le système financier existant. L'analyse systématique de ces obstacles permettra aux banques et à l'Etat de bien jouer le rôle clé dans la construction d'un système financier capable à financer l'économie.

Le problème fondamental du secteur bancaire de la République Démocratique du Congo généralement et celui de la ville d'Isiro en particulier est relatif à sa faible implantation dans le pays et de sa participation insignifiante au financement de l'économie ainsi que d'une désintermédiation financière très prononcée. D'où, « la recherche des mécanismes individuels d'indexation du revenu face à l'inflation et l'application des mécanismes individuels de correction de la baisse du pouvoir d'achat constituent une solution efficace favorisant les pratiques informelles de financement, dans une économie sous bancarisée pour la survie de plusieurs personnes et leurs familles (Mubake, 1984, pp.272-291) ».

Ceci passe indéniablement par l'encouragement des agents en besoin de financement, mais ne sachant pas exploiter toutes les opportunités, faute du circuit approprié pouvant leur accorder le financement pour exploiter lesdites opportunités. Concrètement, il est fondamental de comprendre aujourd'hui que les « Comités » qui font partie du secteur informel doivent être soutenues par les institutions financières monétaires et intégrer actuellement le système financier afin de parer à l'insuffisance du financement de l'économie par les banques dans les milieux sous-bancarisés et ou non bancarisés comme la ville d'Isiro.

Conclusion

Cette recherche nous a permis de découvrir que la ville d'Isiro est dans un état de sous bancarisation très prononcée car ne disposant que de trois structures financières formelles sans compter la Banque Centrale du Congo. Il s'agit de la Banque Commerciale Congolaise, la Rawbank ainsi que la Caisse de Crédit et d'Epargne, lesquelles structures viennent il y a deux ou trois ans à reprendre leurs activités après un long moment de léthargie. La dégradation du tissu économique du pays avait obligé les structures œuvrant à l'époque à Isiro à plier bagage.

Se trouvant dans l'impossibilité de financement, les agents économiques de cette ville ont trouvé une panacée : le financement des activités par des voies informelles. La présente étude nous a permis de découvrir que les différentes catégories des institutions de financement informelles répertoriées à Isiro sont les suivantes : la mutuelle ou « Comité », la tontine, la thésaurisation et les emprunts auprès de tiers. De ces modes de financement, il a été constaté que les agents économiques dont il a été question dans la présente étude recourent plus à la mutuelle ou « Comité » à cause de ses avantages socioéconomiques. Ce sont plus les femmes qui s'organisent en « Comité ». Aussi, ces différents modes de financement informels parviennent à satisfaire faiblement les besoins de financement global des agents économiques parce que ces pratiques permettent aux agents de se prendre en

charge économiquement mais cette façon de faire ne satisfait pas beaucoup d'enquêtés dans la mesure où, le financement informel leur permet d'appuyer leurs affaires jusqu'au plus 60 % du financement global.

La théorie en matière économique nous permet de savoir que la bancarisation constitue un élément clé pour le développement des systèmes de paiement et de crédit et partant de l'amélioration du niveau économique d'un pays. Le territoire bancarisé voit ses activités économiques prospérer du fait que l'épargne de ses agents économiques auprès des banques permettra à celles-ci de jouer une de ses fonctions principales qui est de transformer les dépôts en crédits dans le processus de la croissance économique.

Etant donné que la bancarisation devient une voie obligée pour permettre l'amélioration du tissu économique d'un pays, l'on ne peut que soutenir ce processus dans la ville d'Isiro en encourageant d'une part d'autres institutions financières à ouvrir leurs activités dans ce milieu qui est désormais appelé à porter le poids économique de la Province du Haut Uele. D'autre part, il convient de promouvoir une saine éducation financière aux agents économiques de la ville.

A propos de l'éducation financière, cela déborde le simple cadre de sensibilisation radiodiffusée et/ou des sessions de formation. L'éducation financière doit être et demeure un cadre permanent d'accompagnement de la bancarisation. Il s'agit, pour les institutions financières de créer et/ou de soutenir les structures des organisations locales afin que, dans leurs programmes, elles intègrent des modules de formations des agents économiques en matière de gestion, d'épargnes, ... Sans ce cadre permanent, la bancarisation non portée par la base ne sera que chimérique. En effet, la bancarisation est et demeure au service du développement économique. Qui dit développement dit aussi la promotion intégrale de l'homme. Il sera question de voir dans quelle mesure permettre à un plus grand nombre des personnes dans la population à avoir accès aux différents services financiers formels. Comment par exemple promouvoir le crédit agricole, comment accélérer la promotion de l'investissement dans les petites et moyennes entreprises, ... Ce sont autant des préoccupations ouvertes à la réflexion scientifique.

Enfin, nous pensons que la bancarisation de la ville d'Isiro est appelée à se consolider. D'où la nécessité d'aider les associations de financement informel à devenir de vraies structures financières. Cela passe à travers le soutien que les structures existantes peuvent leur offrir afin qu'elles contribuent véritablement à la relance économique de la Province du Haut-Uele.

Bibliographie

- Banque Mondiale (2002). *Des institutions pour les marchés. Rapport sur le développement dans le monde*. Paris : ESKA
- Bouman F. J. A. (1979). "The ROSCA: Financial Technology of an Informal Savings and Credit Institution in Developing Countries". *Savings and Development*. N° 4, 117-148.
- Braud P. (2004). *Sociologie politique*. Paris : LGDT.

- Buckley G. (1997). « Microfinance in Africa : Is it either the problem on the solution ? ». *World Development*. N° 7, 1081-1093.
- Choprix , (1961). *La naissance d'une ville, étude géographique de Paulis*, Bruxelles : CEMU.
- Coster, M. (2009). *Entrepreneuriat*. Paris : Pearson.
- Doucin, M., Dir. (1999). *La liberté associative dans le monde. Le droit applicable aux associations non-gouvernementales dans les 125 pays*. Paris : Ministère Français des Affaires Etrangères.
- Erpicum R. et Pfunga Pfunga. (1995). « L'informel, survie ou chance pour l'avenir ? ». *Congo Afrique*, N° 298, 483-484.
- Guellec D. et Rolle P. (2003). *Les nouvelles théories de la croissance*, Paris : La Découverte.
- Kinzonzi V. (1971). « Recours à l'actionnariat » citée par Mabi, E. « Les sources de financement pour le développement des entreprises au Congo ». *Congo Afrique*. N° 57, pp. 382-396.
- Lelart, M. (1990). *La tontine, pratique informelle d'épargne et de crédit dans les pays en voie de développement*, Montrouge : John Libbey.
- Mairie d'Isiro (2019). *Rapport annuel*. Inédit. Isiro : Hôtel de ville.
- Mishkin F. Dir. (2010). *Monnaie, banque et marchés financiers*. Paris : 9^{ème} édition, Nouveaux Horizons.
- Mubake Mumeme, (1984). « Crise, inflation et comportements individuels d'adaptation au Zaïre : solution ou aggravation du problème ». *Zaïre Afrique*, N° 185, 272-291.
- Mubake Mumeme. (1984). « Economie souterraine et secteur informel au Zaïre : caractéristique et fonction ». *Zaïre Afrique*, N°188, 188-205.
- Myers S.C. et Majluf N.S. (Juin 1984). « Corporate financing and investment decisions when firms have information that investors do not have ». *Journal of Financial Economics*. vol. 13, n° 2, 187-220.
- Omasombo, J. Dir. (2011). *Le Haut-Uele, trésor touristique*. Bruxelles : Le Cri.
- Sergio, R. (2008), *Macroéconomie monétaire : théorie et politique*. Paris : Juridique associée/LGDJ.
- Servet, J.-M. (2006). *Banquiers aux pieds nus : la micro finance*. Paris : Odile Jacob.
- Shindano, J-C. (avril 2005). « Problématique de financement et de réalisation de projet ». *Les cahiers de CRIDE*. vol. 2, N° 3, 110-132).
- Tchuindjo L. (1999). « The Evolution of an Informal Financial Institution : The Rotating Saving Saving and Credit Associations in Cameroun ». *African Review of Money Finance and Banking*, pp. 5-20.
- Zwahlen A. et Egger R. (1991). *Femme, épargne et crédit*. Berne : DEH.

Table des matières

Résumé.....1

1. Introduction.....2

2. Méthodologie.....5

 2.1. Milieu d'étude5

 2.2. Méthodes de récolte et d'analyse des données.....6

3. Résultats.....7

 3.1. Typologie des modes de financement informel selon la Banque Mondiale7

 3.2. Des sources de financement initiales des MFI.....8

 3.3. Du besoin en fonds de roulement.....9

 3.4. Mécanismes de fonctionnement de la mise en gage de la main d'œuvre, de tontine ou « Likelemba » et des mutuelles ou « Comités»10

 3.5. Du niveau de financement informel sur le financement global des activités économiques.....13

 3.6. De la satisfaction procurée par les modes de financement informel de la ville d'Isiro .13

4. Discussion.....14

Conclusion.....18

Bibliographie.....19